

AVIS DU CONSEIL NATIONAL DE LA PROTECTION DE LA NATURE

art. L411-1 et L411-2 du livre IV du code de l'environnement

Référence Onagre du projet : n°2021-12-39x-01505 Référence de la demande : n°2021-01505-031-001

Dénomination du projet : DAC - centre pénitentiaire de Baie-Mahault

Demande d'autorisation environnementale - Date de mise à disposition :

Lieu des opérations : -Département : Guadeloupe -Commune(s) : 97122 - Baie-Mahault.

Bénéficiaire : Agence publique pour l'immobilier de la justice

MOTIVATION ou CONDITIONS

Contexte

L'extension du centre pénitentiaire de Baie-Mahault est située à proximité immédiate de milieux humides et forêts marécageuses, d'une grande importance écologique qui lui ont valu des reconnaissances multiples (classement en parc national, zone Ramsar, TDENS, ...).

La demande porte néanmoins sur la marge de cet ensemble remarquable, à proximité immédiate de l'établissement sur une emprise foncière de 3,3 hectares, dont 11 700 m² en zone naturelle constituée de prairies humides pâturées, de marais partiellement remblayés et de forêt marécageuse remarquable, bien que plus ou moins dégradés. La zone humide est longée à l'ouest par la rivière la ravine Digue. Il n'en demeure pas moins que les impacts liés aux travaux et à l'activité du centre sont réels et à considérer bien au-delà de la seule emprise.

Raison impérative d'intérêt public majeur et recherche de solutions alternatives

Si le premier critère est correctement renseigné, le second ne l'est pas, puisque le pétitionnaire ne présente aucun projet alternatif sérieux sous le prétexte que les réserves foncières sur l'île pour un tel établissement sont rares et limitées, et que l'agrandissement fait l'économie de l'emprise existante.

Etat initial

L'aire d'étude ne se limite heureusement pas à la seule emprise stricte (3,3 ha) mais s'étend à une aire rapprochée (12,6 ha) et à une aire éloignée qui porte sur 1416 hectares. Les inventaires portent sur un certain nombre de groupes comme les chiroptères, groupe le plus impacté avec les oiseaux et l'herpétofaune. A noter les espèces remarquables : le Monophylle des petites Antilles (endémique), la Sérotine de Guadeloupe (également endémique), l'Artibeus jamaïcensis, Noctilio laporinus, le Molosse commun, qui gîtent et vivent dans l'actuel pénitencier, sans que l'on connaisse précisément leurs effectifs, ni leur répartition. L'évaluation des populations de chaque espèce dans les bâtiments actuels avant travaux n'est en effet pas connue. On peut aussi regretter l'absence d'inventaires de la faune des cours d'eau et marais (ichtyofaune, carinofaune et entomofaune).

Les enjeux et impacts des travaux et de l'activité du centre

L'impact direct concerne 1,10 hectare d'habitats naturels humides (1.100 m² de marais, 3.200 m² de prairies humides et 7.400 m² de prairies pâturées). Il n'est pas précisé dans le dossier le séquençage des travaux, ni la circulation des engins qui pourraient impacter au-delà des espaces cités ci-dessus. Au titre des effets indirects, il est important de prévoir les éventuelles incidences des travaux sur le fonctionnement hydraulique global du secteur qui pourrait impacter la forêt humide et les mangroves, ainsi que les éventuels impacts sur les écoulements d'eau et la faune aquatique des ravines. La gestion des déchets générée par l'importance des travaux doit aussi être prise en considération à la fois comme potentielle source de pollution et comme source de nuisance aux habitats et aux espèces protégées. Il en va de même du stockage de la terre végétale qui ne devra pas partir par ruissellement vers la zone humide. L'éclairage du site, du fait d'obligations sécuritaires, va impacter fortement la faune nocturne vivant dans la forêt marécageuse et les marais alentours. Enfin un certain nombre d'arbres seront abattus, alors qu'ils constituent des sites d'alimentation et de gîtes pour chiroptères et oiseaux notamment.

La séquence Eviter-réduire-compenser

Les mesures d'évitement se limitent à épargner quelques arbres à enjeu et la forêt marécageuse.

MOTIVATION ou CONDITIONS

Les mesures de réduction visent à densifier le projet pour limiter les impacts surfaciques, à adapter le calendrier des travaux en fonction de la reproduction des oiseaux et des chiroptères, à opérer les opérations de défrichement et de déboisement progressivement, à être accompagné d'un écologue pour la mise en œuvre de certaines de ces opérations, de lutter contre les EEE de flore, procéder à l'utilisation de revêtements perméables notamment sur les aires de stationnement de véhicules, à délocaliser les chiroptères avant la destruction des bâtiments, réduire sensiblement l'éclairage tant pendant le chantier que pendant l'activité du centre pénitentiaire avec usage de casquettes dirigeant le flux lumineux vers le sol... sans oublier le recueil des eaux de pluie par le biais de fossés, des dispositifs de stockage de produits polluants, l'interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires dans le cadre de l'entretien du centre.

Les mesures compensatoires sont de nature diverse :

- Ex-situ : la restauration écologique de terrains dégradés à proximité immédiate des travaux sur 15 000 m² de zones humides, soit un ratio de 3/1, avec restauration de forêts marécageuses et confortement de la trame verte et bleue, action jugée pertinente et bien située.
- In-situ : végétalisation des zones non urbanisées et installation de gîtes à Molosses communs sur les bâtiments.

Analyse critique de ces mesures

- le dimensionnement écologique de la compensation ne tient pas compte de plusieurs points comme : 1- les espèces qui ne sont pas soumises à dérogation, car pas ou mal inventoriées (entomofaune, ichtyofaune, herpétofaune notamment) et l'absence de quantification des chiroptères directement impactés ; 2 - la valeur écologique parfois exceptionnelle des habitats naturels et des espèces qui seront affectés par ces travaux et les forts enjeux écologiques du site environnant ; 3 - la forte pollution lumineuse perturbant les espèces nocturnes ; 4 - les impacts inconnus non suffisamment évalués ; et enfin 5 - le temps de la fonctionnalité écologique effective atteinte par les plantations pour la faune qui va prendre plus de 20-30 ans au minimum. C'est pourquoi le CNPN estime que le ratio doit être porté à 5/1 et non 3/1, soit 2,5 hectares ;
- la compensation de gîtes à chiroptères à base de nichoirs artificiels : cette mesure est d'une part sous-estimée en l'absence de la connaissance de la population concernée et correspond plutôt à une mesure d'accompagnement tant que l'architecture des nouveaux bâtiments n'offrira pas dans leur toiture, les murs ou dans les caves des gîtes pérennes favorables à ce groupe d'espèces. Les bâtiments devraient être conçus de manière à accueillir la faune ailée. Il suffit de consulter un certain nombre d'ouvrages et demander l'assistance du groupe chiroptères de Guadeloupe ;
 - la gestion de la zone humide marécageuse devrait faire l'objet d'un plan de gestion renouvelable tous les 10 ans et la gestion des mesures compensatoires être assurée par un gestionnaire compétent comme le Parc National de Guadeloupe tout proche. La durée des mesures de compensation pour un équipement impactant définitivement et durablement l'espace naturel, et du fait de la nature des mesures visant la reconstitution de milieux boisés à croissance lente, devrait être de 50 ans avec des mesures de suivis de 30 ans.

Le management environnemental du chantier est une nécessité pour les raisons énumérées. Il doit durer au moins pendant les travaux d'une part, puis se prolonger jusqu'à l'effectivité du programme des plantations (remplacement des plants morts) sur au moins cinq ans pour vérifier que leur croissance est satisfaisante. Le Parc National de la Guadeloupe devrait participer à ce programme de réhabilitation des milieux humides et de plantations et apporter son expertise sur les bonnes conditions de restauration de la forêt marécageuse.

C'est pourquoi le CNPN accorde un avis favorable à la demande de dérogation sous les réserves suivantes :

- les différentes mesures proposées doivent être inscrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation en plus des recommandations ci-dessous ;
- le formulaire cerfa doit être complété à minima des espèces impactées comme les oiseaux, reptiles et amphibiens connus impactés ;
- les rejets d'eaux usées et résiduelles doivent faire l'objet d'actions spécifiques de réduction pour éviter toute pollution des cours d'eau et de la zone humide et prévenir la dégradation de la faune aquatique non prise en compte (ichtyofaune et carcinofaune) ;
- les éléments remarquables comme les arbres à conserver doivent faire l'objet d'un signalement (balisage), et les conducteurs de travaux formés à la gestion du chantier par l'écologue chargé du suivi des travaux pour réduire les risques ;
- autre mesure de réduction : aucun des matériaux ne doit atteindre, ni affecter les habitats naturels et notamment les zones humides toutes proches. En ce sens les sols devront être protégés immédiatement à la fin des travaux ;

MOTIVATION ou CONDITIONS

- les travaux de défrichage/déboisement et sur les bâtiments où se reproduisent les molosses doivent être réalisés non seulement hors des périodes de reproduction des espèces d'oiseaux, chiroptères, herpétofaune, mais aussi en période sèche ;
- des précautions particulières devront être prises avec l'aide de spécialistes pour procéder à la délocalisation des colonies de chiroptères qui devront au préalable être estimées ;
- les nouveaux bâtiments devront être conçus pour accueillir durablement des gîtes pour la faune chiroptérologique puisqu'ils ont sû accueillir avec le temps des colonies viables ;
- l'éclairage permanent du site devra absolument être réduit de manière à ce qu'il n'affecte pas la forêt marécageuse toute proche et la zone humide ;
- la principale mesure compensatoire doit restaurer 2,5 hectares d'habitat forestier à base de plantations, soit un ratio de 5/1. Elle doit contribuer à la restauration écologique du bassin versant vers une restauration naturelle de la forêt marécageuse. C'est pourquoi elle devrait faire l'objet d'une gestion durable par le parc national qui pourrait être chargé de la rédaction du plan de gestion et dans la mesure du possible, de sa mise en œuvre sur une durée de 50 ans ;
- l'utilisation des produits phytosanitaires doit être interdite ;
- s'il s'avérait que les mesures ERC mises en œuvre ne remplissaient pas leur objectif en matière de biodiversité impactée (à l'issue d'une période de 3 ans), des mesures réparatrices devraient compléter celles-ci.

Par délégation du Conseil national de la protection de la nature :
 Nom et prénom du délégataire : Michel Métails

AVIS : Favorable ☐

Favorable sous conditions ☒

Défavorable ☐

Fait le : 1er mars 2022

Signature :

